



*Pour une Europe sociale,
pour une mondialisation respectueuse
de l'humain et de l'environnement.*

LE VIVANT-EUROPE

électronique

N° 27 (décembre 2005-2)

- Sommaire :
1. Editorial
 2. programme du précolloque (la problématique du travail)
 3. Débattre pour l'Europe
 - Précolloque du 22 novembre 2005 à Bruxelles (1)
 - A. Compte-rendu de m. Marilena di Stasi
 - B. Réactions et réflexions de trois participants
 - + note n° 4 : « L'âge de la connaissance » Marc Halévy

1. EDITORIAL

Un précolloque s'est tenu à Bruxelles le 22 novembre 2005.
En voici le programme, son compte rendu ainsi que trois réactions (réflexions) formulées par trois participants.

2. PROGRAMME DU PRECOLLOQUE (La problématique du travail)

1. INTRODUCTION au précolloque Jean-Paul BRASSEUR
2. Bernard VAN ASBROUCK, *expert en développement socio-économique*
« La CITE aux risques des marchés et des enjeux de la démocratie économique. »
... Débat
3. Jacques BERTHILLIER économiste français
« Le plein travail et ses conséquences socio-économiques.
Par correspondance : communication effectuée par Marilena DI STASI
... Débat

4. **Marc HALEVY**, ... *Maître en économie, ingénieur civil et docteur en sciences appliquées*,

« **La notion du travail à la lumière de l'évolution des valeurs** »

Par correspondance : communication effectuée par **Jean-Paul BRASSEUR**

... **Débat**

5. **Roland DUCHÂTELET**, *fondateur et président de VIVANT-Belgique* qui abordera le **Le problème du marché du travail en tant que chef d'entreprise**,

... **Débat**

6. A 21 h. 30, un **reflet** de nos débats sera présenté par **José MONTERO** (enseignant)

3. DEBATTRE POUR L'EUROPE

((Précolloque du 22 novembre 2005 à Bruxelles (1))

(1) Précolloque en préparation d'un colloque projeté dans le cadre du CESE fin mai 2006 consacré au rapport entre le travail et fiscalité européenne..
(Impacts socio-économiques et macro-économiques)

A. Compte-rendu de M. Marilena Di Stasi

Un précolloque, organisé par le mouvement Vivant-Europe et consacré à **“La problématique du travail”** s'est déroulé mardi 22 novembre dans les locaux de VIVANT à Bruxelles.

Ce dernier fut introduit par M. Jean-Paul BRASSEUR, responsable du mouvement VIVANT-EUROPE.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, a-t-il indiqué, c'est la place du **travail-emploi** dans notre société. En effet, le travail ne constitue plus d'une manière absolue **l'unique moyen d'intégration sociale**. D'aucuns (en France) proposent d'ailleurs de **remplacer** la notion de plein emploi par celle de **plein travail (rémunéré ou non)**.

M. Jean-Paul Brasseur a souligné la nécessité de nouvelles visions et de mécanismes novateurs qui devront structurer la société de demain. Pour ce faite, a-t-il indiqué, il faudra

- **détaxer** le travail au niveau européen et taxer uniquement le produit, (programme de VIVANT-EUROPE),
- **instaurer** une plus grande démocratie économique qui autorise l'initiative et la créativité de tout un chacun,
- **dépasser** les dépendances sociales par une allocation universelle (revenu de base) qui par le filet de sécurité qu'elle constitue, autorise l'accès à une responsabilité personnelle dans la gestion de la vie politique, économique et sociale,
- **Choisir** un capitalisme entrepreneur au sein d'une mobilité de plus en plus virtuelle qui se tourne vers des technologies plus douces.

Comme premier intervenant, M. Bernard VAN ASBROUCK, expert en développement socio-économique, a développé le thème de **« La cité aux risques des marchés et des enjeux de la démocratie économique »**.

Par cité a-t-il indiqué, « il faut entendre **un corpus de sens et d'actions qui unit des individus dans un espace/temps commun sans altérer leur diversité.** »

A la lumière de cette approche il a abordé des questions plus particulières, comme celles de l'emploi, du marché et de l'organisation de la cité elle-même.

L'emploi est né lorsqu'**un nouvel ordre d'échange** entre des compétences et des besoins s'est construit autour et alentour de ce qu'on peut appeler **un capital**, à savoir une richesse accumulée. Une richesse vient à cet endroit capter **un capital compétence** pour organiser la réponse à des besoins à travers des produits et, ce faisant, **capter de la richesse supplémentaire**. L'emploi est donc intimement lié à la notion **de plus-value et de profit**.

L'emploi est ainsi devenu un ordre organisationnel central de nos sociétés démocratiques. Vu de la cité, l'emploi a donc un rôle *régulateur, re-distributeur, intégrateur et moteur*.

L'emploi permet aux individus n'ayant qu'**un capital compétence** à offrir pour vivre, d'être citoyens dans la cité et aide le collectif de *se structurer, de se développer, de perdurer*.

Par là, **nous pouvons constater que l'emploi n'a rien à voir avec le travail.**

Le travail est la mise en œuvre d'une compétence dans le but d'une transformation de l'environnement. Il n'est pas en soi porteur d'une organisation sociétale même s'il faut théoriquement travailler pour occuper un emploi et que « ça travaille » dans toute société.

La question posée aujourd'hui par l'évolution des types d'échange entre compétences et capital de même que l'évolution des types de production de richesse, est la question **de la pérennité de l'emploi comme mode organisationnel de la cité** et la question des modes de rétribution des fonctions vitales de la cité.

Si l'emploi ne joue plus son rôle, la cité perd ses ressources vitales.

Chose étonnante, « nous n'avons jamais créé autant de richesse qu'aujourd'hui et pourtant, les moyens manquent pour rencontrer les attentes citoyennes ».

Cela est dû au fait que sur le marché, les coûts deviennent l'objet de toutes les attentions et ils doivent sans cesse être comprimés. Dans ce contexte, l'emploi ne peut être vu que comme un coût à minimiser, lié dans ce cas à **la plus-value et au profit**.

En fait, les marchés ont une tendance naturelle à détruire et instrumenter un des pivots fondamentaux de l'organisation actuelle de la cité à savoir l'emploi.

On ne peut nier la cité ni l'instrumenter au risque de lui faire perdre sa légitimité à l'égard des citoyens confrontés à un marché très dynamiques et de plus en plus autonomes, créant de la sorte deux classes : celle des gagnants et celle des exclus.

Il n'y a pas de démocratie politique sans une démocratie économique et l'exclusion est le signe de son absence. **C'est à l'Etat** par la redistribution, d'assurer cette démocratie économique.

La démocratie n'est pas une dimension des marchés et n'a aucune raison de l'être, puisqu'elle n'est pas constitutive de ces derniers.

C'est ce qui fait qu'on peut penser des cités sans marchés mais pas des marchés sans cités ». (2)

Toutefois, ((2) **Note de la rédaction**) face à cela, le citoyen peut exercer un pouvoir démocratique sur le marché

En effet, par les choix de sa consommation et de ses investissements, le citoyen a le pouvoir « démocratique » d'influencer le marché

Aussi, pour passer à une autre ère politique, économique et sociale, il faut que les individus créent une « masse critique » en exerçant leur quadruple pouvoir :

Celui de voter et réclamer une démocratie participative
Celui de peser sur l'éthique des entreprises par l'action à l'intérieur de
l'entreprise
Celui d'acheter ou boycotter
Celui d'orienter ses investissements.

Dans une deuxième intervention, Mme Marilena DI STASI, responsable à Bruxelles pour le mouvement VIVANT-EUROPE a indiqué que le travail aujourd'hui est perçu comme une obligation pour vivre et non comme une des possibilités pour construire sa propre vie. Se servant d'un extrait de la communication (3) adressée par Jacques BERTHILLIER (économiste français) au précolloque, (« *Il vaut mieux parler non pas de plein emploi (vu sa rareté) mais de plein travail* »), elle a plaidé pour une détaxation du travail qui libère le travail, permet un développement humain durable pour l'individu, sujet de droit, d'obligations et de choix.

En libérant le travail de toute sorte de taxations, l'individu *se renforce, se valorise, accroît son autonomie*. Dans ce contexte, l'Etat devra dès lors s'adapter aux réalités du troisième millénaire.(4) Quant à l'Europe, elle se doit de trouver une solution au chômage et au vieillissement de sa population **en redonnant la primauté à la politique par rapport à l'économie pure et dure.**

L'Europe doit donc retrouver son âme par le biais d'un nouveau modèle social. Elle doit renouveler son contrat social avec ses citoyens et réécrire ses valeurs à la lumière des derniers bouleversements socio-économiques.

C'est la seule chance qu'elle a pour faire face aux géants qui avancent à grands pas c'est-à-dire, l'Inde, la Chine, la Russie. (Sans règles, sans aucun modèle).

Ainsi l'Europe pourra être le carrefour des civilisations dans un espace porteur de valeurs humanistes et de paix.

(3) Communication de Jacques BERTHILLIER

« L'on a coutume d'assimiler le travail à la seule activité rémunérée. Or, cette approche réductrice ignore, marginalise, dévalorise de trop nombreuses activités qui sont pourtant de véritables utilités sociales.

*Nous pensons en premier **au travail domestique**, si abondant et si nécessaire. Malheureusement certains, encore trop nombreux, ne l'apprécient pas à sa juste valeur et plus particulièrement minimisent l'importance du rôle des parents au foyer. Lorsque ceux-ci renoncent à occuper un emploi pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants soyons conscients **qu'ils exonèrent la société de coûts non négligeables, en infrastructures et en personnel** (crèches, garderies, cantines, transports....). En outre, toute action éducative au sein de la cellule familiale ne peut que la renforcer et contribue, par osmose, **à l'amélioration du tissu social si souvent distendu.***

*Notre appréciation officielle de l'activité conduit au **paradoxe** que si deux personnes faisant respectivement leur ménage ou gardant leurs jeunes enfants décidaient, dorénavant, de le faire l'une pour l'autre en transitant par le marché du travail, le PIB et le **taux d'activité de la population augmenteraient sans que, pour autant, aucune richesse supplémentaire ne soit créée.***

*On ne saurait également sous-estimer l'importance, l'intérêt et la valeur du travail réalisé par l'ensemble des bénévoles oeuvrant dans les multiples associations humanitaires, culturelles, sportives ou de toutes natures. Ce travail irrigue l'ensemble de la société à tous les niveaux. La richesse de sa contribution est telle que la collectivité, privée de cet apport, serait **bien incapable** de maintenir la qualité de services aussi variés et d'aussi bonne qualité, **même en y consacrant des moyens importants**. Cette contribution irremplaçable est l'expression et la matérialisation d'une des formes de la solidarité collective, si nécessaires à la société d'aujourd'hui.*

*N'oublions pas non plus que dans une vie humaine où le temps rémunéré ne cesse de diminuer grâce au progrès technique, l'épanouissement individuel, indispensable à la promotion d'une société non violente et solidaire, en bonne santé physique et morale, se réalise non seulement par l'exercice d'un travail salarié, mais tout autant et même bien souvent davantage **dans une relation diversifiée à l'autre, dans de multiples activités totalement gratuites**, individuelles ou collectives. Elles permettent à chacun de sortir de l'oisiveté par **une occupation intelligente** de son temps libre, qu'il s'agisse des soins apportés à son corps par une meilleure hygiène de vie ou par des exercices physiques bien compris, qu'il s'agisse aussi du développement de ses capacités artistiques, ou de son enrichissement culturel, voire même de la seule contemplation de la nature, de sa beauté et de son harmonie. En travaillant ainsi, l'individu **se renforce, se valorise, accroît son autonomie**; par là même, il s'enrichit tout autant que la collectivité qu'il exonère de soins médicaux aux coûts croissants, d'un besoin d'assistance trop souvent réclamé et/ou d'un recours à la police fréquemment invoqué.*

Ces temps de vie, intelligemment occupés, font donc partie intégrante du plein travail. »

Reprenant les réflexions de Marc HALEVY, maître en économie, (qui nous a fait aussi un communication), M. Jean-Paul BRASSEUR a indiqué lui aussi la nécessité de reformuler la notion de travail, à la lumière des valeurs éthique d'aujourd'hui ainsi que des évolutions politiques et socio-économiques.

« Le temps n'est plus ni aux tergiversations salonardes, ni aux arguties spécieuses. » indique M. Marc HALEVY

Les dix pistes proposées ici constituent à cet égard des points essentiels pour des temps nouveaux, car entrer dans ce nouveau siècle, **c'est pouvoir**

1. *Dépasser le capitalisme spéculateur par le capitalisme entrepreneur,*
2. *Dépasser le déplacement physique par la mobilité virtuelle,*
3. *Dépasser les industries lourdes par les technologies douces,*
4. *Dépasser l'asservissement économique par la création noétique,(4)*
5. *Dépasser la dépendance sociale par l'allocation universelle,*
6. *Dépasser la démocratie parlementaire par la responsabilité personnelle,*
7. *Dépasser le pillage des ressources naturelles par la frugalité écologique,*
8. *Dépasser les bureaucraties fonctionnaires par la gratuité,*
9. *Dépasser le juridisme légaliste par l'éthique individuelle,*
10. *Dépasser le matérialisme hédoniste par l'accomplissement spirituel,*

« Il ne s'agit pas de faire la Révolution (l'histoire montre que toutes les révolutions

se noient dans le sang qu'elles font couler) indique M. Marc HALEVY, **mais d'anticiper une évolution qui dépasse l'homme et qui le liquidera s'il ne cesse pas de contempler le nombril de ses désastres** »

A cet égard a fait remarquer Jean-Paul BRASSEUR, les deux témoignages qui suivent montrent à quel point il est difficile de dépasser les lignes d'horizon et **de cesser de contempler « ses désastres »**

LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI

« Notre jeunesse aime le luxe et a de mauvaises manières. Elle méprise l'autorité et ne respecte plus l'âge.

Les enfants d'aujourd'hui sont des tyrans, ils ne se lèvent plus lorsqu'un Monsieur d'un certain âge entre dans la pièce où ils se trouvent.

Ils contredisent leurs parents, ils bavardent en présence d'autres, mangent avec bruit et tyrannisent leurs maîtres »

SOCRATE (480 av. JC)

« Je n'ai plus d'espoir pour l'avenir de notre peuple s'il dépend de la superficialité de la jeunesse d'aujourd'hui, car cette jeunesse est insupportable, sans égards et prétentieuse.

Lorsque j'étais jeune, on m'apprit les bonnes manières et le respect de mes parents.

Mais la jeunesse d'aujourd'hui veut tout mieux savoir que ses aînés et a toujours la bouche ouverte. »

HESIODE (500 av. JC)

En dernier lieu, M. Roland DUCHATELET, fondateur et président de VIVANT-Belgique, a fait un exposé sur "**Le marché du travail dans une société de services**".

D'emblée, Il a souligné le fait qu'aujourd'hui dans notre société il y a trop d'impôts et que notre sécurité sociale est financée **d'une manière autodestructive**. Dans un monde où 10% de la population (4) produit tous les aliments et les produits que nous achetons, celui qui décide de travailler est sanctionné, car il est obligé à payer une grande quantité d'impôts.

D'ailleurs, pour garantir son financement, l'Etat surveille sans cesse le travailleur comme un transporteur de fonds !

Selon M. DUCHATELET, il faut stopper cette logique, revoir les dépenses des services publics en simplifiant la législation et l'administration. Une bonne manière est d'y introduire plus rationalité et davantage d'informatique (e-Gouvernement).

De plus, il faut améliorer le mode de financement de la sécurité sociale, car aujourd'hui ce type de financement donne des avantages aux entreprises qui délocalisent.

« Les charge/impôts du travail - a affirmé M. DUCHATELET – haussent le coût du travail, diminuent la demande de main d'œuvre et augmentent le chômage ».

Pour pallier à cette situation, il faut :

- **Abolir** les impôts sur le travail,
- **Financer** la sécurité sociale par la collectivité et non plus par l'employeur (taxe sur la consommation),

- **Remodeler** la législation du travail en fonction d'une économie de proximité,
- **Faciliter** la migration entre le statut d'employé et d'employeur (plus grande liberté pour entreprendre),
- **Laisser** une partie de l'allocation à l'inactif qui décide de travailler dans l'économie de proximité.

En fin de soirée, M. José MONTERO (enseignant) a communiqué à l'assemblée ses premières impressions afin de refléter immédiatement et au plus juste l'essentiel des échanges.

Après le succès de ce précolloque le mouvement VIVANT-EUROPE, organisera le 30 mai 2006, un colloque à caractère européen pour discuter de son programme qui se résume en une idée simple : détaxer le travail et taxer uniquement le produit et ce au niveau européen. A ce colloque seront invités les membres de la Commission Européenne, du Parlement Européen, de VIVANT-EUROPE ainsi que d'autres personnes intéressées par le sujet.

Il y sera demandé à plusieurs économistes **de mesurer les impacts socio-économiques et macroéconomiques d'une fiscalité indirecte pour financer la sécurité sociale.**

B. Réactions et réflexions de trois participants

I. Monique DURIN (Braine-le-Château)

Les propositions de VIVANT me sont familières depuis plusieurs années et cependant, à chaque nouvelle rencontre studieuse avec les responsables et les « mordus », des points s'éclairent, des idées ou des priorités émergent.

A ce colloque, j'ai particulièrement apprécié la définition de l'emploi : « *un accord entre un capital de compétence et un capital financier* » et celle du travail : « *la mise en œuvre d'une compétence pour transformer l'environnement* » (Bernard VAN ASBROUCK) Cette distinction claire débouche sur l'impérieuse nécessité de **repenser le travail/emploi**, d'élargir l'angle de vision pour dépasser le rôle de générateur de revenu individuel et déboucher sur l'insertion sociale dans la Cité, l'épanouissement personnel et l'enrichissement collectif socio-culturel. Ceci est rendu possible par le Revenu de Base qui pourrait plus judicieusement s'appeler « *Revenu de Citoyenneté* » (Jimmy NOTERMANS)

Il s'agit d'une véritable révolution des mentalités propulsée par les faits (clairement rappelés par R.DUCHATELET) : 10% de la population (4) suffit à produire l'ensemble des produits et d'autre part, le système actuel de sécurité sociale est autodestructeur - il pénalise à la fois les chômeurs et les entrepreneurs.

Il ne faut pas espérer ou attendre que l'économie de marché suscite cette révolution. C'est **au politique** qu'il appartient d'imposer un nouveau modèle de fonctionnement. Il faut lui **redonner la primauté.**

Mais alors surgit la question qui me hante depuis des années : « *Pourquoi des évidences aussi évidentes que celles mises en avant par VIVANT ne sont-elles pas prises en compte par les Décideurs politiques ?* » Qu'est-ce qui les en empêche ? A quels blocages basement individualistes doit-on s'attaquer ?

En conclusion, je pense que **la priorité de Vivant est justement de débusquer ces blocages.**

II. Catherine DE LIMBURG STIRUM (Forville)

Un ou deux points essentiels me sont apparus lors de ce précolloque :

Il s'agit de trouver un **outil applicable dans toute l' Europe** - et pourquoi pas dans le monde entier un jour - qui permette à chaque pays qui garde sa souveraineté, d'en tirer par la suite des bénéfices sociaux économiques selon ses préoccupations primordiales.

Libre à chaque pays d'utiliser ces outils comme bons lui semble en fin de compte.

Il s'agit en fait, un peu comme dans le domaine de la construction, d'offrir les matériaux et le ciment. Ensuite, chaque entrepreneur construit ce qu'il veut avec cela.

Ces trois outils sont la détaxation du travail, une taxe sur le produit, et un subside à l'individu sous forme de revenu de base. **Ce qui m'est apparu très important, c'est qu'ils sont indissociables !** Si on en supprime un, la « cohésion sociale » devient déficiente car une pièce essentielle à son bon fonctionnement manque.

Roland DUCHATELET nous a bien démontré comment cela relançait l'économie et la consommation en Europe.

Ces outils sont faciles à mettre en place et peut positionner l'Europe d'aujourd'hui en concurrence loyale face aux pays comme la Chine par exemple.

Actuellement, nous pouvons comprendre l'esprit généreux d'offrir aux pays du Tiers- Monde la possibilité de vivre dans un meilleur confort de consommation mais cela se fait sur un jeu de concurrence trop déséquilibré dont, en fin de compte, ne profiteront pas à la longue, ni les "petits chinois" ni les "gentils européens".

Les citoyens européens deviennent de plus en plus pauvres (15 % de plus de SDF à Charleroi cette année par rapport à l'année passée par exemple. Je crois qu'à Bruxelles la proportion est significative aussi de l'appauvrissement de la population) et les bénéfices des sociétés chinoises ne sont pas redistribués à la population. Ce sont évidemment surtout des sociétés non chinoises qui profitent des bas salaires chinois non-taxés .

Un fait est certain : si les prix exportés de Chine vers nos pays augmentent à cause de la taxe sur la consommation, **il leur faudra de toute façon trouver des consommateurs quelque part !!!**

Ils seront peut-être obligés de trouver en Chine même ces consommateurs. Donc, ils seront bien obligés aussi d'augmenter les salaires dans ces pays.

Tant que les consommateurs sont potentiellement en Europe, il n'y a aucune raison d'augmenter les salaires dans le pays du Tiers-Monde. Ils ne sont pas recherchés comme consommateurs.

III. Pascal ROUSSEL (Wavre)

Ce qui m'a frappé dans ce colloque c'est **la différence qu'il faut établir entre « emploi » et « travail »**

Pour VIVANT, le « plein emploi » est un mythe : comme Roland DUCHATELET l'a bien montré, dans le monde occidental, 10 % de la population (4) produit tous les aliments et les produits que nous achetons. Par contre Vivant est en faveur d'une société de plein travail ! (3)

(4) « L'Age de la Connaissance »

« Principe et réflexions sur la révolution noétique au XXIème siècle »

Marc HALEVY

L'homme n'est plus le centre du monde : il est désormais au service de son évolution. La «révolution noétique» (du grec 'noos' qui signifie : "connaissance, intelligence, esprit") signe la fin de la vision moderne et anthropocentrique du monde. Elle impose un changement radical de regard où l'esprit, l'intelligence et la connaissance prennent le pas sur l'économique et le politique. Le patrimoine des talents (expertise et création) dépasse les patrimoines matériels et financiers. Ainsi, aujourd'hui, **73% de la population active travaille exclusivement sur des informations et 80% de la valeur des produits marchands vient de la matière grise.**

La mission profonde de l'homme est de réussir cette révolution. L'enjeu est immense, car la Vie ira son chemin, avec ou sans l'homme. Tout l'enjeu humain est là. **Ce livre est une puissante clé de lecture de notre monde et du sens de notre existence.** Notre univers est irréversiblement en train de changer : voici une invitation à le regarder en face, car une humanité nouvelle y est en germe.



Un livre interactif doté d'un VIDEOBLOG pour que les internautes approfondissent leurs connaissances sur la noétique en participant : www.lanoetique.com et d'un site internet: www.noetique.org

Ce livre a pour vocation d'aider chacun à comprendre le changement de paradigme en cours. Il sera prolongé par un [cycle de conférences et séminaires animés par l'auteur](#) ; le livre est offert aux participants.

L'AUTEUR

Polytechnicien, Maître en économie, Ingénieur civil et Docteur en sciences appliquées, élève du prix Nobel Ilya Prigogine, [Marc Halévy](#) développe depuis plus de vingt ans des interventions managériales de terrain auprès d'entreprises en situations complexes. Dès le début des années 1990, il se lance dans la prospective (scénarios possibles/souhaitables sur base de l'analyse de l'actuel). Sa conviction : le monde bascule radicalement d'une économie industrielle (fabrication et échange d'objets matériels) vers une économie de la connaissance (création et prolifération d'idées immatérielles). Il accompagne les dirigeants et les entreprises dans ce grand changement.

Prix : 19/20 euros

Format : 15 x21

350 pages

En vente en librairies et sur Amazon.com